



Synthèse du rapport

1 - L'urgence climatique est là ! « Créer un million d'emplois pour le climat d'ici 2020, c'est indispensable, nécessaire, urgent et possible »

La question n'est plus de lancer le chantier de la transition écologique mais comment et à quelle vitesse. Mais les actions en faveur de la lutte contre les changements climatiques sont encore trop souvent perçues comme contradictoires avec un objectif de création d'emplois et de justice sociale.

Il est maintenant urgent de débattre collectivement sur les moyens d'accélérer cette transition et de la rendre plus juste et acceptable.

Aussi des syndicats et des associations environnementales, sociales et d'éducation populaire se sont réunis au sein d'une plateforme « Emplois-climat » pour travailler sur une meilleure articulation entre une politique climatique ambitieuse, le renforcement des opportunités de la transition écologique pour créer des emplois nouveaux et la protection des salarié.e.s concerné.e.s.

Ils soumettent au débat public un rapport qui permet de répondre à la fois à la nécessaire accélération de la transition écologique et à la problématique du chômage : **la création d'ici 2020 d'un million d'emplois nets** dans les secteurs liés à la transition écologique pour un coût total en dépenses et investissements publics et privés de 105 Md € en rythme de croisière.

Mais ces propositions se placent dans un contexte difficile où les définitions traditionnelles du travail et des conditions de sa réalisation deviennent de plus en plus précaires : le succès de la transition écologique juste dépendra en grande partie de la capacité collective à résoudre l'équation entre emplois détruits et créés et la qualité et la pérennité des emplois climat créés. Les deux transitions "sociale et écologique" doivent donc se construire ensemble et se renforcer. Ce rapport montre qu'une transition écologique riche en emplois de bonne qualité est possible.

Pour arriver à la création d'un million d'emplois nets en 2020, il faut créer 1,5 million de postes pour pouvoir prendre en charge les salarié.e.s qui perdront leur travail à cause de la fragilisation de certains secteurs d'activités comme les centrales au charbon et le transport routier, les centrales nucléaires ...

L'enjeu des politiques publiques à mettre en œuvre est donc triple : impulser et soutenir le développement des activités nouvelles, nécessaires pour la transition écologique et socialement utiles, en particulier dans les territoires touchés par les transformations liées à la transition écologique ; proposer des offres de reconversion adaptées aux besoins des salarié.e.s des secteurs touchés et des territoires concernés ; s'assurer de la pérennité de la qualité et de l'attractivité des emplois créés.

Les organisations de la Plateforme « Emplois-climat » proposent de mettre en place 7 mesures qui rendent opérationnelle leur proposition

1. Créer 250 000 emplois à financement essentiellement public, de bonne qualité et de bons statuts (temps plein, longue durée), labellisés « transition écologique ». Il s'agit de postes dans des activités essentielles pour la transition écologique (comme les filières locales de réparation) dont la rentabilité purement économique n'est à court terme pas assurée.

2. Créer 100 000 emplois « transition écologique » dans le service public. Le besoin d'agents de la fonction publique à l'échelle nationale et locale pour la mise en œuvre des politiques de la transition écologique juste est important.

3. Investir dans les secteurs privés de la transition écologique pour créer 650 000 emplois. Il s'agit de réorienter l'argent investi dans les secteurs polluants vers les activités de la transition écologique et renforcer ces flux financiers.

4. Résoudre l'opposition entre protection du climat et perte d'emplois dans les secteurs fragilisés par une reconversion qui doit être anticipée et territorialisée et une offre de formation adaptée. Pour réussir une transition écologique juste il faut résoudre l'équation entre emplois détruits et créés. L'objectif doit être « zéro chômeur/chômeuse écologique ».

5. Assurer la qualité et la protection sociale des emplois de la transition écologique juste. Les emplois de la transition écologique doivent assurer un revenu et des conditions de travail décentes et être inscrits dans un cadre d'activité pérenne.

6. Lancer des changements structurels pour adapter les emplois au cadre de la transition écologique. Pour anticiper des changements structurels économiques, sociaux, numériques et écologiques il est nécessaire de lancer des expérimentations qui visent à développer de nouvelles formes d'emplois de qualité et de rémunération décente.

7. Conditionner les dispositifs de soutien au secteur privé à la création d'emplois de qualité en particulier dans des secteurs de la transition écologique. Pour accélérer la transformation des modes de production et des orientations stratégiques des entreprises il faut que les dispositifs d'aide soient en phase avec les principes de la transition écologique juste et liées à des critères précis en termes d'emplois créés et d'amélioration environnementale.

2 - La création d'un million d'emplois climat nets d'ici 2020 pour accélérer la transition écologique et combattre le chômage

- Un coup d'accélérateur pour la transition écologique et la création d'emplois

Les études et analyses se multiplient, plus personne ne le conteste : la transition écologique est créatrice nette d'emplois par rapport à un monde sans politiques climat-énergie où les prix des énergies fossiles augmentent et où les impacts des changements climatiques sur la biodiversité, la santé, la production agricole et les activités économiques d'une manière générale deviennent de plus en plus présents.

Mais l'urgence climatique impose le renforcement de la contrainte climatique : nous devons donner un sérieux coup d'accélérateur aux politiques de la transition écologique.

Nous devons à la fois agir sur le nombre d'emplois créés dans les secteurs de la transition écologique pour augmenter la vitesse de la transition, mais aussi élargir le spectre des emplois liés à ces enjeux. La création d'un million d'emplois-climat de la transition écologique d'ici 2020 que nous proposons concerne majoritairement mais pas uniquement les métiers "classiques" de la transition écologique.

330 000 emplois dans les énergies renouvelables

Laisser 80% des énergies fossiles sous terre nous impose d'agir vite : la consommation d'énergie doit être réduite, grâce à la sobriété énergétique, à l'amélioration de l'efficacité énergétique et au triplement de la part d'approvisionnement en énergie renouvelable. 100% d'électricité renouvelable en 2050, c'est possible et très créateur d'emplois : production, installation et entretien des éoliennes, des panneaux solaires, des équipements de production d'énergie marémotrice, construction de nouveaux réseaux électriques....

230 000 emplois dans l'action sociale pour éviter une transition écologique « à deux vitesses »

Le projet de la transition écologique souhaitable est un projet de société qui s'adresse à tous les citoyens. Presque 20% de la population française, 6 millions de ménages, sont en situation de précarité énergétique. Leurs logements sont mal isolés, ils n'ont pas accès à un système performant de transport collectif, ... ils se retrouvent donc avec des coûts très élevés de carburant et de chauffage notamment. Dans le cadre de la transition, de très nombreux emplois concernent des métiers de l'action sociale. Ces accompagnateurs et accompagnatrices doivent être formés aux enjeux de la transition écologique et connaître les dispositifs d'aides spécifiques qui existent afin que ces ménages puissent sortir durablement de cette situation de précarité énergétique.

350 000 emplois pour un confort d'habitat durable pour tous

Le secteur « résidentiel + tertiaire », responsable de 23% des émissions de gaz à effet de serre en France en 2015, est le plus consommateur d'énergie finale avec 45 % du total des consommations. L'ampleur du programme de rénovation (plus de 97% du parc immobilier d'ici à 2050) est donc considérable pour la branche du bâtiment dont le contenu en emploi est élevé. De très nombreux corps de métier sont concernés : isolation, remplacement des systèmes énergétiques, recherche et développement, architectes, manufacture de nouveaux matériaux et matériels...

50 000 emplois pour produire et manger sain et solidaire

L'agriculture industrielle pose d'énormes problèmes de santé publique, de santé des agriculteurs et a des conséquences néfastes sur l'environnement : les sols et les nappes phréatiques s'épuisent, la biodiversité diminue. De plus, les quantités de pétrole nécessaires pour faire fonctionner les machines, produire les intrants ou encore transporter les produits sur de longs trajets sont énormes. Une agriculture paysanne, de proximité, durable, économe, autonome, permettrait de créer de l'emploi tout en respectant l'environnement. Elle utiliserait moins d'intrants et d'énergie fossile, engendrerait moins de changement d'affectation des sols et moins d'émissions de gaz à effet de serre.

26 000 emplois pour se déplacer autrement

Le transport routier est le secteur le plus gourmand en pétrole et les déplacements sont aujourd'hui dépendants à 95 % de ressources pétrolières. Les distances parcourues en France sont réalisées à plus de 80% en voiture particulière contre 11% en train et 6% en autobus et en autocar. 87% des marchandises passent désormais par la route, à peine 10% par le rail. La part du rail a été divisée par trois depuis 30 ans, à l'inverse de ce qui se passe en Allemagne (+23%), en Suède (+39,4%), en Autriche (+40,8%). Pour transformer nos déplacements il faut une véritable mosaïque d'actions à tous les échelons territoriaux : développer les réseaux et l'offre de transports en commun, rénover le réseau SNCF, développer la mobilité partagée et des moyens de transport plus économes en ressources, autant de transformations qui créeront des milliers d'emplois dans la construction et l'entretien des infrastructures (gares, lignes, pistes cyclables, voies navigables), la conduite de tramways, trains, bus, métro, la formation, la recherche en nouvelles technologies...

	2020			
	nombre d'emplois créés	M d'€		nombre d'emplois détruits
Secteur du bâtiment et rénovation	350 000	21,9	Energies non renouvelables, réseaux gaz et électricité	-23 000
Energies renouvelables	330 000	26,4	EPR et prolongation des centrales nucléaires	-76 000
Action sociale	230 000	8,2	Produits pétroliers	-25 000
Réparation de biens domestiques, recyclage	130 000	13,4	Bâtiments neufs	-124 000
Fabrication industrielle dans des secteurs compatibles avec la transition	110 000	15,7	Infrastructures routes	-25 000
Administration publique (enseignement, administration territoriale, etc.)	100 000	6,3	Transport aérien	-27 000
Activités des organisations associatives	80 000	3,5	Secteur automobile	-85 000
Agriculture paysanne bio / intégrée	50 000	4,3	Fret routier	-31 000
Transport ferroviaire, transport en commun	20 000	1,4	Agriculture traditionnelle	-30 000
Recherche-développement scientifique	20 000	1,8		
Activités créatives, artistiques et de spectacle, bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles	20 000	1,2		
Matériel ferroviaire	6 000	0,5		
Total	1 446 000	104,7		- 446 000
	1 000 000			

Légende

Branches traditionnelles de la transition écologique

Branches fondamentales pour l'accompagnement de la transition écologique juste

Branches non compatibles avec les principes de la transition écologique

- Résoudre l'opposition entre protection du climat et perte d'emplois dans les secteurs fragilisés, par une reconversion anticipée et territorialisée

Les politiques climatiques vont fragiliser un certain nombre de filières et ainsi détruire des emplois.

Insister uniquement sur l'effet créateur net de la transition écologique ne résoudra pas l'équation entre les emplois créés et perdus et ne suffira pas à lever les freins.

La transition juste socialement requiert un certain nombre de pré-requis, dont le premier concerne les modalités de reconversion des secteurs et personnes qui devront nécessairement voir leurs métiers profondément évoluer.

Rendre le projet de la transition écologique attractif signifie offrir un futur à tou.te.s les salarié.e.s des secteurs concernés (directement et indirectement) qui vont être amenés à voir leurs activités diminuer ou changer, voire disparaître, à cause de leur caractère polluant et/ou énergivore : le transport routier et aérien, les centrales au gaz et au charbon, l'agriculture industrielle, etc.

Ouvrir un futur alternatif passe à la fois par une évolution des formations initiales et continues, des propositions de reconversion adaptées aux personnels concernés (leurs qualifications et les nouvelles qu'ils souhaitent acquérir, les limitations en termes de mobilité etc.) sur leur territoire. Cette offre doit se constituer dès maintenant et s'adresser aux branches concernées de manière anticipée pour éviter des situations de gestion de crises. Mais il est également crucial de pouvoir faire émerger des projets alternatifs pour réorienter l'activité du site ou du bassin d'emploi si une entreprise est concrètement menacée par la fermeture à cause des politiques énergétiques et climatiques (un prix du carbone qui rend l'activité de l'entreprise non rentable etc.).

Pour que ce futur soit vécu comme une chance par les salariés et non subi, imposé et donc rejeté, les salariés concernés doivent en être des acteurs à part entière

Il faut donc actionner correctement les leviers existants (*les outils de la Gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences au niveau de l'entreprise, des stratégies territoriales coordonnée en matière d'emploi, d'orientation et de formation professionnelle, les Contrats de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles, la diversification de l'offre des centres de formation professionnelle et de promotion agricole vers l'agroécologie, le développement des CV de site qui recense et valorise les compétences et qualifications d'un collectif de travail, afin d'évaluer les pistes de développement potentiel et les perspectives d'activités nouvelles*..) et si besoin en créer de nouveaux pour anticiper et accompagner ces changements : secteur par secteur, site par site, territoire par territoire et individu par individu.

- Assurer la qualité et la protection sociale des emplois de la transition écologique juste

Le contexte actuel du travail est particulièrement difficile : précarisation, remise en cause de la réduction du temps de travail et de la protection sociale, voire de certaines dispositions du code du travail, "ubérisation" de nombreux secteurs (activités fragmentées et indépendantes sans les droits sociaux qui sont associés au salariat traditionnel), auto entrepreneurs sans organisation dans des structures syndicales, avec une protection sociale (chômage, maladie professionnelle, retraite, etc.) très limitée.

Pour être cohérent avec les principes de la transition écologique juste, il nous paraît nécessaire de s'associer à la lutte contre cette tendance qui dépasse le champ des "emplois climat" et nous demandons la mise en place d'une réflexion gouvernementale en concertation avec les syndicats et les filières concernés pour renforcer les protections sociales dans ces secteurs .

- Lancer des changements structurels pour adapter les emplois au cadre de la transition écologique

En parallèle à la création d'un million d'emplois climat, à court terme, nous considérons crucial que la société française lance des expérimentations pour anticiper des changements structurels économiques, sociaux, numériques et écologiques qui visent à développer de nouvelles formes d'emplois.

La réduction du temps de travail est un des grands moyens de créer des emplois. Actuellement, le partage du travail se fait entre ceux qui en ont et ceux qui n'en ont pas. Une réduction du temps de travail conduit à l'organisation différente des temps de vie permettant de valoriser des activités choisies, solidaires, bénévoles, amicales, familiales.

Il faut donc dès 2017 décider d'un groupe de travail interministériel ouvert aux parties prenantes et chercheurs sur ces thématiques dans le cadre de la transition écologique juste.

3 - Ce n'est pas l'argent qui manque mais la volonté politique

Créer un million d'emplois additionnels a un coût, car il s'agit d'investir davantage dans des secteurs de la transition écologique créateurs d'emplois (énergies renouvelables, rénovation des bâtiments, transports collectifs, les filières du recyclage etc.) et de financer la création directe d'un certain nombre d'emplois, notamment dans les secteurs tertiaires via des emplois aidés et d'autres mécanismes.

Cependant, ce n'est pas l'argent qui manque car des sommes très importantes sont gaspillées ou investies dans des activités polluantes via des exemptions de taxation ou des remboursements, l'évasion fiscale, une allocation inefficace voire dommageable dans certains cas.

Pour réussir la transition vers un modèle de société plus écologique et juste, le gouvernement français doit mettre fin à ces pratiques et assurer l'utilisation de nouvelles recettes pour la transition écologique juste et notamment la création d'emplois.

La transition peut être financée : la longue liste des niches fiscales défavorables à la transition écologique et la perte de recettes due à la fraude et à l'évasion fiscale sont les gisements qu'il faut exploiter pour financer la transition en complément de la nécessaire reprise en main du crédit.

Synthèse des recettes mobilisables

Recettes mobilisables pour la création d'emplois de la transition écologique juste	€
Evasion et fraude fiscale	30-160 Md€/an
Niches fiscales en faveur des énergies fossiles	Au moins 10 Md€/an
Elargissement de l'impôt de bourses vers une réelle TTF	2 à 5 Md€/an supplémentaires
La réorientation des investissements dommageables à l'environnement	Des sommes importantes difficiles à calculer dans leur ensemble.
Démocratisation de la création monétaire fléchage "transition écologique" (quantitative easing)	60 Md€/an
Les coûts de la privation d'emploi	36 Md€/an
Les recettes de la taxe carbone française	5,9 Md€ en 2017 et 7,8 Md€ en 2018 etc.

Pour éviter les pires impacts des changements climatiques, il est temps pour le gouvernement de mettre en cohérence ses politiques climatiques, économiques et financières : continuer à protéger des entreprises et des projets climaticides au nom des emplois et du développement économique nous mène dans un « piège climatique ». Alors que création d'emplois et politiques en faveur du climat sont parfaitement compatibles si les bons leviers sont actionnés.

Il faut donc réorienter ces recettes et manques à gagner, pas uniquement en faveur de la création d'emplois dans les secteurs de la transition écologique, mais aussi pour soutenir des plans de reconversion pour des secteurs d'activités dont les emplois sont remis en question par la transition écologique et des investissements pour rendre les entreprises françaises plus compatibles avec les principes de la transition écologique.

4 - Conclusion

Nous considérons qu'il est urgent d'équilibrer les débats largement dominés par les enjeux de sécurité : attentats, entreprises en difficulté, chômage, accueil de réfugiés, ubérisation d'une partie de l'économie, zones rurales délaissées, inégalités qui se creusent... L'actualité se focalise sur la défense d'intérêts particuliers, la remise en cause des politiques et des institutions sans réelle alternative crédible.

Face à la tentation de "repli sur soi collectif", il faut proposer des possibilités d'agir à la fois sur les questions écologiques et sociales - notamment dans le cadre la campagne électorale 2017 (présidentielle et législatives) mais aussi au-delà !

Nous souhaitons donc, avec ce rapport, mettre en débat une proposition de création d'un million d'emplois pour le climat qui permet de lier ces deux transitions "sociale et écologique".

Cette création d'emplois est à la fois souhaitable pour accélérer les politiques de la transition écologique et faisable car il y a des options disponibles pour assurer leur financement.

Ce rapport ne s'adresse cependant pas qu'aux partis politiques et candidat-es à la présidentielle. C'est notamment à l'échelle locale que la transition écologique devient la plus concrète avec le déploiement et la multiplication des milliers d'initiatives.

Les citoyen-es, les structures locales - associatives et syndicales - et les collectivités sont des acteurs incontournables pour réussir la mise en œuvre de la transition écologique.

C'est aussi à cette échelle territoriale qu'il faut débattre des emplois de la transition écologique, des besoins de reconversion et des offres de formation pour créer des passerelles entre les emplois créés et détruits.

Ce rapport « Un million d'emplois pour le climat » est la première pierre de la campagne de la Plateforme emplois-climat que nous allons construire ensemble. Il est évolutif, à compléter, à critiquer, à enrichir par d'autres contributions et des débats

Nos ambitions, en soumettant ce rapport au débat public :

- ▲ Faire de 2017, l'année de la transition écologique et sociale alors que 2016 s'achève sur des records hypothéquant sérieusement les objectifs de Paris, et sur une année politique où chômage, précarité et inégalités ont continué d'alimenter « le repli sur soi » collectif. Et lutter contre l'idée que la mise en œuvre de la transition est défavorable à l'emploi
- ▲ Inscrire durablement dans le débat public les transitions écologie et sociale qui doivent se penser ensemble
- ▲ Créer une dynamique du mouvement citoyen et du mouvement social, dynamique nécessaire pour lutter contre l'inaction politique et mettre le curseur de l'action publique sur un futur écologiquement souhaitable
- ▲ Faire converger suffisamment de forces pour imposer aux multinationales et aux banques de « rendre l'argent » nécessaire au financement des emplois et des investissements indispensables et construire un mouvement social suffisamment puissant pour s'attaquer aux intérêts des industries polluantes
- ▲ Substituer à la morosité un avenir attractif, désirable

**Urgence climatique, Urgence sociale, Urgence d'actions !
Pour bifurquer ensemble vers les sociétés du XXI^e siècle : débattons – en !**

Membres actuels de la Plateforme :

350.org, Alofa-Tuvalu, Alternatiba, les Amis de la Terre, Attac, Collectif Associations Citoyennes, CLER, Collectif Roosevelt, Confédération Paysanne, Emmaüs, Espace Marx, FNH, FEDEAR, FSU, Greenpeace, MNCP, RAC, REFEDD, Solidaires, Transform! et avec le soutien de la LDH.

Pour télécharger le rapport complet et le guide : www.emplois-climat.fr

Coordination du rapport : Didier Aubé, Meike Fink, Jeanne Planche, Julien Rivoire

**Si nous conjuguons justice sociale et action pour le climat, les gens se battront pour cet avenir”
Naomi Klein, Paris, avril 2015**

Cette publication a été faite avec le soutien de la Fondation Heinrich Böll Stiftung France

■■■ HEINRICH BÖLL STIFTUNG
FRANCE